

IBK à la prière de la Tabaski : “Que l'exemple du Macina se répercute comme une onde de bonheur sur l'ensemble du Mali”

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

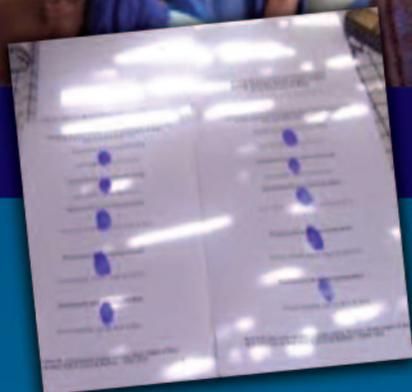
MARDI 13 AOÛT 2019

428

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



L'Accord de Baye **Un espoir pour la paix** **en 5^{ème} Région**



Lutte contre le terrorisme : Fatwa contre le général Gamou et Moussa Acharatoumane



Entre la mouvance présidentielle et l'opposition : Les ambiguïtés du PARENA

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Une	L'Accord de Baye : Un espoir pour la paix en 5ème Région	P.4
Brèves	Diplomatie : Présentation de Lettres de créance La MINUSMA ET LA CEDEAO en deuil : Le Gouvernement du Mali compatit ! Drame en Tanzanie : Au moins 50 morts dans l'explosion d'un réservoir de carburant Commissariat du 14ème arrondissement : Une bande spécialisée dans le cambriolage des véhicules mis hors d'état de nuire Fousseiny FALL : Premier malien pilote d'un Boeing 777 Lutte contre l'insécurité à Bamako : La police démantèle un réseau d'arnaque aux véhicules sur Facebook	P.9 P.9 P.9 P.10 P.10 P.11
Actualité	Meurtres en série à Fana : "Nous vivons tous dans la hantise d'être décapité" Lutte contre le terrorisme : Fatwa contre le général Gamou et Moussa Acharatoumane Jean Claude Sidibé : "Je suis scandalisé par la fermeture du Centre" Enseignement au Mali : Une école à réformer ? IBK à la prière de la Tabaski : "Que l'exemple du Macina se répercute comme une onde de bonheur sur l'ensemble du Mali"	P.13 P.14 P.15 P.16 P.17
Politique	Crise malienne : Le jeu trouble de l'État avec les milices Entre la mouvance présidentielle et l'opposition : Les ambiguïtés du PARENA	P.18 P.21
Culture & société	Page noire : Le roi du coupé décalé' l'ivoirien Dj Arafat est mort ! Consommer malien : Les ministres vont-ils privilégier la destination Mali ? L'acteur américain Samuel L. Jackson : Un africain sur les traces de ses ancêtres	P.23 P.24 P.25
International	Côte d'Ivoire : Le parti de Charles Blé Goudé tiendra son premier congrès le 17 août Gadji Céli met en garde Ouattara : "La population ne veut pas d'un 3e mandat" Gabon : L'ex-Premier ministre Jean-François N'Toutoume Emane interpellé Burkina Faso : L'angoisse des Ouagalais face aux possibles inondations de l'hiver	P.26 P.27 P.28
Sport	Fédération Ivoirienne de Football (FIF) : Didier Drogba pourrait se porter candidat à la présidence Basket-ball : Assétou Diakité veut marcher sur les traces d'Hamechetou Maiga	P.29 P.30
Document	Accord de paix entre les communautés Dafing, Samogo, Peulh, Dogon et Bozo de la commune de Baye	P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales
paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B., Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

Communiqué :

Le quotidien MALIKILÉ informe ses aimables lecteurs et annonceurs que Monsieur Casimir Sangala, anciennement Directeur de Publication a quitté votre journal.

Nous tenons à le remercier pour sa grande contribution au lancement du premier journal 100% numérique du Mali et lui souhaitons bonne chance.

Bamako, le 7 Août 2019
Le Gérant
Moctar SOW

P.10



P.16



P.23





L'Accord de Baye : Un espoir pour la paix en 5ème Région

Le jeudi, 25 juillet 2019, a été signé un accord de paix entre les communautés Dafing, Samogo, Peulh, Dogon et Bozo de la commune de Baye, dans le Cercle de Bankass, dans la Région de Mopti. Le premier enseignement que l'on peut tirer du document est que le conflit dans la Région de Mopti ne concerne pas que les seuls Dogons et Peuls comme on le pense communément. Le second enseignement est que le conflit est loin d'être exclusivement religieux. Pour une fois, des communautés ont diagnostiqué le mal qui ronge leurs relations humaines, sociales, économiques et se sont engagées à le résoudre en mettant en place des mécanismes de règlement des conflits au sein des communautés elles-mêmes.

Il ne fait plus de doute : le conflit qui sévit dans la Région de Mopti revêt bel et bien une dimension communautaire. C'est ce qui ressort clairement du Préambule de l'Accord signé le jeudi,

25 juillet 2019, entre les communautés Dafing, Samogo, Peulh, Dogon et Bozo de la commune de Baye. En effet, on peut lire notamment ceci : « le conflit et les tensions qui nous opposent depuis plus d'une année alimente(nt) la crise sécuritaire qui secoue les cercles de Bankass et de Koro mais aussi la Région de Mopti de façon générale ». Certes le document reconnaît que « ces tensions sont exacerbées par le niveau élevé d'insécurité à la région marquée par la forte présence des groupes armés communautaires et djihadistes ». Cependant, admet-il, « jadis les communautés Dafing, Samogo, Peulh, Dogon et Bozo cohabitaient pacifiquement dans la commune de Baye en surmontant les tensions qui pouvaient exister autour de la gestion des ressources naturelles qu'elles partagent ». Un autre intérêt du document de conciliation réside dans le fait que les parties signataires font un état des lieux sans complaisance de la situation de crise dans la commune de Baye.

C'est ainsi que le document reconnaît « les attaques et pillages répétitifs des villages et hameaux par des individus armés ; les embargos sur certains villages, points d'eau, foires hebdomadaires ; le sentiment de part et d'autre que la communauté voisine s'associe à des groupes armés pour se venger contre l'autre communauté ; les frustrations dues à des conflits d'accès aux ressources naturelles intercommunautaires non ou mal résolus ». Depuis le début du conflit dans la Région de Mopti, des voix se sont élevées pour dénoncer l'ambiguïté de l'action de l'État. Ainsi, non seulement l'Accord de Baye met l'accent sur « l'absence de l'État et des Forces de défense et de sécurité dans la commune » mais surtout « le sentiment d'inégalité dans le traitement des communautés ». C'est exactement ce que certains hommes politiques et leader de la société civile ont mis en avant pour dénoncer ce qu'ils ont appelé tantôt « complot contre les Peuls » voire « génocide peule ».

Il ne saurait être question de se passer des autorités du pays dans la résolution du conflit dans la Région de Mopti. D'ailleurs aucune des parties signataires n'en a fait cas car cela est

quasiment impossible parce qu'il est question de la République. Cependant, il est important que les parties en conflits prennent conscience que ce qui les oppose requiert l'engagement de toutes et qu'il y va de la survie de chaque communauté, la question étant vitale. La mise en branle des mécanismes traditionnels de règlement des conflits est sans doute la meilleure option.

Un grand penseur a dit que la guerre naissant dans le cœur des hommes, c'est dans ce cœur qu'il faut cultiver la paix. Si les communautés Dafing, Bozo, Samogo, Peul et Dogon décident de s'asseoir et de se parler en mettant en avant leur vivre-ensemble séculaire, c'est que la Paix est à leurs yeux la seule option qui vaille pour ramener l'entente et favoriser à nouveau le développement humain, économique et social. L'État ne saurait, en premier lieu, se substituer aux communautés. En fait la gouvernance ne saurait prospérer que dans la paix et l'entente des communautés. En condamnant « fermement tous les actes d'agression et de violence qui pourraient être commis par des membres de leurs communautés » ; en décidant « de respecter et de faire respecter les règles d'accès aux ressources pastorales en vigueur » ; « d'informer et de sensibiliser les leaders communautaires à s'engager en faveur de la paix et à ne diffuser sur les réseaux sociaux que des messages d'apaisement », etc., les parties im-



pliquées dans l'Accord de Baye ont semé les graines de la Paix. C'est seulement après que les autorités peuvent être appelées à jouer leur rôle, c'est-à-dire « prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurisation des personnes et de leurs biens dans la zone concernée et toute la région de Mopti ».

Un Accord est l'expression d'une volonté, c'est dans les faits que chacune des communautés sera jugée. Mais la volonté de paix est indispensable pour convaincre les hommes de déposer les armes. Le dialogue est une vertu de chez nous et chaque fois que les hommes se sont parlé ils ont su taire leurs dissensions. Les communautés en conflit dans la Région de Mopti ont besoin de se parler car malgré les

atrocités commises de part et d'autre, le vivre ensemble a encore des chances de se réinstaller. L'Accord de Baye est sans doute l'exemple à suivre pour ramener la paix dans le cœur des hommes en particulier, et dans la région de Mopti et du centre en général. Si les communautés décident de faire la paix, elles seront moins exposées à la volonté de groupuscules de profiter de leurs dissensions pour attiser le moindre conflit. Il appartient à l'État de profiter de cette dynamique pour donner plus de chance à la paix dont le pays a tant besoin. (A lire dans la rubrique "Document" l'intégrale de l'Accord de Baye.)

■ Diala Konaté

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Bennchico Savadogo



Le coupé-décalé consomme ses leaders?

12 octobre 2006 le monde entier pleurait la disparition du précurseur du décalé-coupé, Douk Saga à seulement 32 ans. D'aucuns croyaient que le mouvement musical populaire allait sombrer avec le départ de celui qu'on appelait Président de la Jet 7.

Mais comme messie voici arrivé un jeune à peine majeur. Un son avec beaucoup de succès déjà pour tendre hommage à son ami Jonathan mort dans un accident de moto.

De volt en volt il écrase tous les baromètres de la musique du même genre et au delà. Ces noms Dieu seul sait le nombre. Lui aussi est un président il faut le dire, puisqu'il est le président de Chine. Et les chinois sont ses fans. Et Yorobo, Arafat, Daishikan, etc, ta musique, vulgaire nous diront les aînés, nous l'avons adopté. Avec son côté athlétique et dangereux. Tes frasques nous n'aimons pas tous, mais on t'aime toi. Chaque village a son fou et toi tu étais le notre.

Mais pourquoi en jour de Tabaski tu sors avec cette moto ? Ton son Moto moto a déjà pris, pas besoin de preuve...

Finalement c'est ce 12 Août que tu nous fausses compagnie à seulement 33 ans. Pourquoi? Pourquoi?

Nous te croyons tous forts, fort pour tout surmonter, surmonter le décès de ton père, fort pour affronter ton milieu. Mais on ne te savait pas si faible face à la Faucheuse...

Et tes collaborations réussies à l'international ? Arafat. Dis-nous...

Le savais-tu ? Pourquoi étais-tu si pressé ?

La Côte d'Ivoire, ta Côte d'Ivoire, la Chine, ta Chine, l'Afrique, ton Afrique, le monde, ton monde te pleure...Adieu l'Artiste Ma culture.



Primature Côte d'Ivoire



C'est avec beaucoup de tristesse que j'apprends le décès accidentel de l'artiste musicien ivoirien DJ Arafat. Je voudrais lui rendre hommage et saluer sa grande contribution au monde du spectacle et de la culture de notre pays.

Le Premier Ministre ivoirien
Amadou GON Coulibaly

Sidibé Saïd Firdaws



Il est grand temps qu'on revien à Allah Car la mort ne prévient pas.

Aboubacar Doucouré



Professeur Sheikh Yacoub Doucoure Hier, à 12:23 •

En Islam, le jour de l'Aïd symbolise la joie, l'adoration, la fraternité, la solidarité et la moralité. Tout musulman doit profiter de ce jour pour se rapprocher d'Allah عز و جل le Très-Haut.

Le Prophète صلى الله عليه وسلم a dit : « Toute nation a ses festivités et voilà les vôtres. »

Ici, le prophète صلى الله عليه وسلم indique que les deux Aïd sont des fêtes spécifiques aux musulmans. Pour cette occasion le waliyoulah guide spirituelle, bienfaisant, l'unificateur, et éprouver par les musulmans du monde entier Yacoub Doucoure souhaite bonne fête à tous les musulmans du monde entier. Que Dieu exauce nos vœux, accepte nos prières et pardonne nos péchés, apaise l'âme de nos défunts, éveille nos esprits permanentement pour la bonne pratique de la religion, guide les pas de ceux qui doute encore sur le droit chemin, adoucit le cœur de ceux qui ont refusé de suivre sa lumière divine, qu'il serre les liens entre les musulmans, nous protège contre le mal et nous souffle de bonheur.

Ammy Baba Cisse

Je ne suis pas du CDR. Les gens n'ont pas encore compris cela.

Ammy Baba Cisse



« Nous avons aidé les magistrats, les enseignants et les cheminots dans leur grève. Qui nous a donné 1F? Je suis sûr que ce ne sont pas tous les magistrats qui ont été associés à ce communiqué. Idem pour les enseignants et les cheminots car il y a des magistrats intègres, des enseignants intègres et des cheminots dignes. » Ras Bath

« Je donne 48heures aux syndicats de magistrats, des enseignants et des cheminots afin qu'ils produisent les accusations qu'ils m'ont

attribuées dans leurs communiqués respectifs, mensongers, diffamatoires et abjects. »

Ras Bath

« Je ne reconnais jamais ce que je n'ai pas dit ou fait. J'assume tout ce que je pose comme acte avec les conséquences qui en découlent . » Ras Bath depuis son village natale DIO

« Les procureurs ne font pas la loi. On leur demande simplement d'appliquer correctement la loi. Hélas! »

Ckeickna Takiou

La police arrête un malien usurpateur de 13 noms, 13 cartes d'identité à lui seul.

Vos meilleurs adversaires, vos pires ennemis, par le temps, pourraient être vos meilleurs amis et alliés.

Habib Sylla, un homme d'affaires controversé



Toguna Sangala

Bonne fête à la grande famille de la presse malienne.



MESSAGE DE SEM IBRAHIM BOUBACAR KEITA PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT A L'OCCASION DE LA FETE DE L'AID EL ADHA La communauté musulmane du Mali, à l'instar de la Oumma Islamique, célébrera demain la fête de l'Aid El Adha.

A cette occasion, j'adresse mes vœux de bonheur, de santé, de paix et d'unité à tous les musulmans de notre pays et de la Oumma islamique. Que la célébration de cette importante fête renforce notre cohésion sociale ainsi que nos valeurs de partage, de tolérance et de fraternité.

A nos compatriotes qui accomplissent en ce moment le Hadj à la Mecque, Que le Tout Clément et Miséricordieux exauce leurs prières, en particulier lorsqu'ils les formulent pour la paix au Mali, le bonheur du Mali, la quiétude et l'entente pour l'ensemble de ses citoyens, au-dedans et au-dehors.

J'ai une pensée profonde pour nos forces de défense et de sécurité engagées dans des opérations difficiles et complexes sur différents fronts. Puisse le Très Haut rétribuer le sacrifice patriotique des uns et soulager les souffrances des autres.

Enfin, je voudrais engager tous les Maliens et toutes les Maliennes à resserrer les liens de fraternité et d'amitié ainsi que les manifestations de solidarité pour raffermir le vivre ensemble dans une Nation Une et Indivisible riche de sa Diversité.

A tous ceux qui nous ont quitté, qu'Allah Soub'hana Wata'Allah leur accorde le Paradis et à ceux qui sont malades, la santé.

Très bonne fête à toutes et à tous.

Qu'Allah bénisse le Mali !

KOULOUBA, 10 AOUT 2019

Dans leurs projets souvent cousus de complots & d'intrigues contre autrui, Les hommes oublient 5 points essentiels : Dieu, la destinée, le temps, la maladie et la mort.

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga



Soumaila CISSE

La fête de la Tabaski m'offre l'heureuse occasion d'adresser à la Communauté musulmane du Mali, d'Afrique et du monde mes vœux les plus chaleureux de paix, de santé et de prospérité. Cette fête s'identifie, entre autres, à la solidarité, au pardon et au partage. L'atmosphère festive et l'engouement qui précédaient et accompagnaient ces périodes se perçoivent à peine du fait de la crise multiforme que traverse notre pays.

C'est pourquoi, nous prions pour que notre pays retrouve, au plus vite, la paix dans le vivre ensemble qui l'a toujours caractérisé.

La réunification de toutes les familles déplacées, du fait des événements qui ont meurtri nos populations, est l'une de nos plus grandes préoccupations. Car quelle que soit la qualité de l'assistance dont puisse bénéficier un déplacé, rien ne saurait remplacer la sérénité des moments de fête dans son terroir.

Je formule donc, en cette occasion, des vœux d'union pour un Mali déterminé à maintenir haut le flambeau de l'espoir.

Je souhaite une meilleure santé aux malades, un bon pèlerinage et un bon retour dans leur foyer respectif à tous les pèlerins.

Qu'Allah le Tout Puissant nous comble de Sa Grâce et de Sa Miséricorde !

Bonne fête de Tabaski à tous et à chacun !

8 août, 09:55 •

"Le BVG a contrôlé plusieurs ambassades maliennes et labas aussi on bouffe notre argent

Ambassade du Mali à Abidjan : irrégularité financière 166.287.446 Fcfa

Ambassade du Mali à Madrid : irrégularité financière 51.047.885 Fcfa

Ambassade du Mali à Washington : irrégularité financière 181.498.020 Fcfa

Ambassade du Mali à Ouagadougou : irrégularité financière 1.836.065.836 Fcfa

Les irrégularités concernent :

- Utilisation non justifiée de carburant acheté
- Dépenses injustifiées
- Paiement irréguliers de frais de scolarité
- Bonifications irrégulières à des agents
- Remboursement indus des frais médicaux non pris en charge par l'assurance
- Prise en charge indue des frais de restauration du personnel de l'Ambassade, en plus des perdiems
- Double Paiement des dépenses d'entretien
- Modifications irrégulières de rémunération du personnel local
- Dépenses sans ordre de mission
- Paiement de factures sans justification du service fait
- Achat de biens sans respect des procédures de passation des marchés publics
- Etc.

La mission a constaté que les livres comptables suivants ne sont pas tenus :

- le journal à souche ou quittancier ;
- le livre-journal de caisse ;
- le calepin de caisse ;
- le registre du compte bancaire courant ou postal ;
- le livre de développement des recettes ;
- le livre de développement des dépenses ;
- le registre des rejets comptables ;

- le registre des timbres fiscaux ;
- les carnets d'avis de crédit et de débit ;
- le livre-journal des commandes ;
- le registre des droits des créanciers ;
- le livre-journal des matériels et matières ;
- le compte de gestion des matériels et matières »."

MOUNTAGA TALL



A mes frères et sœurs en religion, aux femmes et hommes épris de paix à travers le monde, à celles et ceux qui souffrent ou qui vivent loin de leurs familles, à nos Forces de défense et de sécurité sur le terrain : BONNE FÊTE DE TABASKI.

PAIX AU MALI !



Le journal Afrique

"Yes we short" contre l'obscurantisme. Des hommes et des femmes ont manifesté à Casablanca après les menaces de mort reçues par des bénévoles belges qui portaient des shorts sur un chantier marocain.



Découvrez la nouvelle plateforme

omni LITE

La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



Diplomatie : Présentation de Lettres de créance



Le Président de la République Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, Chef de l'Etat, a reçu le 9 août 2019, les lettres de créance du nouvel Ambassadeur de la République de Corée au Mali SEM Won Sok CHOI, avec résidence à Dakar.

Après avoir reçu les lettres de créance de son nouvel hôte coréen, le Chef de l'Etat lui a accordé une audience pour, entre autres, faire le tour d'horizon de l'état des relations de coopération entre nos deux pays, et de la situation globale du Mali.

Le diplomate coréen a réaffirmé sa volonté de travailler à renforcer davantage les liens d'amitié et de coopération entre la République du Mali et la République de Corée.

■ **Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République**

Drame en Tanzanie : Au moins 50 morts dans l'explosion d'un réservoir de carburant



Au moins 50 personnes auraient été tuées dans l'explosion d'un réservoir de carburant en Tanzanie, à 200 km à l'ouest de la capitale, Dar es Salam, relatent des médias locaux.

Les premiers rapports, non confirmés, indiquent que plus de 60 personnes seraient mortes, selon le média kenyan Tuko.

D'autres sources évoquent une centaine de morts.

La plupart des personnes décédées étaient des habitants ainsi que des motards qui s'étaient précipités sur les lieux pour siphonner le carburant d'un camion renversé.

La police et les services d'urgence tentent de rétablir l'ordre et de sauver

La MINUSMA ET LA CEDEAO en deuil : Le Gouvernement du Mali compatit !



L'émotion était grande ce vendredi 09 août au QG de la MINUSMA dans la zone aéroportuaire de Bamako Senou, lorsque la dépouille mortelle de Mohamed Omar FAROUK, agent de la police du contingent du Bangladesh a été portée par ses frères d'arme.

Hommage lui a été rendu par ses compagnons, les responsables de la MINUSMA et du Gouvernement de la République du Mali représenté par S.E.M. Tiébilé DRAMÉ, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.

Dans son intervention, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali et non moins Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh ANNADIF a salué la mémoire du policier disparu avant de rappeler le travail remarquable que le Contingent du Bangladesh abat au sein de la mission onusienne au Mali.

Signalons que depuis 2013, ce pays participe à la stabilisation du Mali à travers la MINUSMA avec un effectif estimé aujourd'hui à 140 éléments.

Décédé le mardi 06 août des suites d'une courte maladie à l'âge de 35 ans, Mohamed Omar FAROUK laisse derrière lui une veuve et trois enfants inconsolables.

Après le QG de la MINUSMA, le Ministre DRAMÉ s'est rendu à la Représentation de la CEDEAO à Badalabougou.

Sur place, il a signé le livre de condoléances suite au décès en juillet dernier de M. Marcel Alain DE SOUZA, ancien Président de la Commission de la CEDEAO. Dans le livre, M. le Ministre a écrit : « M. Marcel DE SOUZA, a été un fervent partisan de l'Intégration sous-régionale. Sa mort est une grande perte pour la CEDEAO et toute la sous-région. A sa famille éplorée, au peuple du Bénin, au Président de la Commission de la CEDEAO, les sincères condoléances du gouvernement du Mali, du Président de la République S.E.M. Ibrahim Boubacar KEITA. Dors en paix, cher frère ».

■ **Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI**

les vies des blessés.

Selon le commandant de la police du district de Morogoro, l'évacuation est en cours. La police tente également d'expulser les personnes tentant encore de récupérer du carburant.

Le nombre total de morts sera annoncé dès la fin de l'opération de sauvetage.

■ **Source: sputniknews**

Commissariat du 14^{ème} arrondissement : Une bande spécialisée dans le cambriolage des véhicules mis hors d'état de nuire



Les hommes du Commissaire Divisionnaire Kadiatou dite Kady Tounkara ont mis hors d'état de nuire un duo de voleurs qui semait la terreur à Hamdallaye ACI 2000. Il s'agit de I. Sanogo et A. Diarra

Depuis plusieurs jours, le commissariat du 14^{ème} arrondissement ne cessait d'enregistrer des plaintes, relatifs aux cambriolages des véhicules commis fréquemment les vendredis pendant l'heure de la prière du « Jummah ».

Suite à ces plaintes et munie des instructions des plus hautes autorités, dans le cadre de la lutte contre la recrudescence de l'insécurité dans le District de Bamako et ses alentours, surtout en cette veille de la fête des moutons, le Commissaire Divisionnaire Kady a fermement instruit aux éléments de sa Brigade des Recherches d'accentuer les rondes et patrouilles dans les secteurs relevant de sa compétence. C'est ainsi que le vendredi 2 août, aux environs de 11h30 minutes, suite à une dénonciation d'un citoyen désirant garder l'anonymat, une équipe conduite par le Lieutenant Mahamadou Kébé s'est rendue devant la mosquée du super marché Mille et une Merveilles, sis à Hamdallaye ACI 2000.

Là, ils ont interpellé deux individus du nom I. Sanogo, âgé de 40 ans, domicilié à Sébénikoro et I. Sidibé, âgé de 25 ans, employé de commerce, domicilié à Lafiabougou, à bord d'une voiture de marque Toyota Corolla de couleur blanche, immatriculée BA-5141-MD, s'apprêtant à commettre leur forfait hebdomadaire. Conduits au Commissariat et interrogés sommairement, ils n'ont pas tardé à passer aux aveux. Selon eux-mêmes, ils n'opèrent que le jour Saint du vendredi. Leur modus operandi consiste à se rendre dans les mosquées, précisément aux heures de prière, dans le seul but de dévaliser les véhicules des fidèles musulmans. Ainsi, ils profitent de l'inattention des passants pour défoncer avec des clefs « passe partout » les véhicules ciblés.

A l'issue de leur interrogatoire, ils ont cité le nom d'un certain A. Diarra, à qui ils bazardaient leurs butins. Ce dernier, par la suite, a été déniché et mis également à l'arrêt. Les investigations et perquisitions menées dans leur domicile respectif ont permis de saisir un autre véhicule et 37 ordinateurs portables et un trousseau d'une centaine de clefs de véhicules.

En attendant la clôture de l'enquête et leur éventuel déferrement devant

Fousseiny FALL : Premier malien pilote d'un Boeing 777



C'est l'Ambassadeur du Mali aux Émirats Arabes Unis, M. Boukary SIDIBE, qui l'annonce avec fierté.

■ Chers amis, j'ai l'honneur de vous présenter Monsieur Fousseiny FALL. À ma connaissance, il est le premier malien pilote d'un Boeing 777. Aujourd'hui, il habite à Abu Dhabi où siège la compagnie Etihad Airways pour laquelle il travaille. Fierté du Mali aux Émirats », écrit le diplomate.

Le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune IV du District de Bamako, aux fins de droit, les plaintes contre eux continuent de pleuvoir au Commissariat du 14^{ème} Arrondissement. Un ouf de soulagement pour les fidèles musulmans d'Hamdallaye ACI 2000.

■ O. BARRY

Lutte contre l'insécurité à Bamako : La police démantèle un réseau d'arnaque aux véhicules sur Facebook

Le Commissariat du 6ème Arrondissement de Bamako vient encore une fois de plus de mettre hors d'état de nuire une redoutable bande d'escrocs spécialisée et extrêmement organisée tant sur les plans d'intelligence que logistique.

Tout a commencé lorsqu'un paisible citoyen s'est présenté à la Police, pour déclarer avoir été victime d'escroquerie de la part d'un certain I. KÉÏTA alias Papa via le réseau social Facebook. Sans désespérer, le Chef de la Brigade des Recherches, le Capitaine de Police Japonais fort de son abnégation ne s'est donnée que quelques heures pour l'appâté et mettre le grappin sur lui. Interrogé à chaud et connu aussi dans les archives de la Police Judiciaire du 6ème Arrondissement, il déclara être effectivement membre d'une bande organisée, au sein de laquelle certains vivent aux USA et d'autres en Europe. Via le réseau social Facebook, il publie des véhicules en ligne via un service fictif dénommé "Transit Auto" avec les prix, et le contact de leur représentant au Mali, qui n'est autre que le nommé Papa. Une fois contacté, ce dernier perçoit l'argent



du véhicule, mais qui n'est jamais livré.

Ainsi, Il dénonça ses complices au nombre de deux (02) dont un policier radié qui a utilisé son intelligence à des fins d'escroquerie.

L'écho de leur interpellation ayant fait le tour de Bamako, une pluie de plaignants contre eux tombe au commissariat.

En attendant la clôture et la transmission du dossier, leur préjudice est momentanément évalué à un montant de vingt millions Francs CFA (20.000.000 CFA).

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

FOEY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Meurtres en série à Fana : “Nous vivons tous dans la hantise d’être décapité”

Sept décapitations caractérisées en sept mois, soutient un intervenant, telle est la moisson des coupeurs de têtes dans la capitale de la Commune du Gue-neka. La ville n’en peut plus.

La terrible série noire a commencé, un 5 heures du matin le vendredi 22 mars 2018, avec le double assassinat d’une vieille maman et de sa fille adolescente. Les deux femmes ont été décapitées et leur sang recueilli. En plus, la jeune fille a été violée avant d’être tuée. D’autres assassinats du genre vont avoir lieu régulièrement et dont le plus célèbre, celui qui a le plus défrayé la chronique, est la décapitation de la petite albinos.

Ce premier double meurtre tragique n’avait pas manqué de réveiller les démons des décapitations des années 70 où les tueurs emportaient les têtes. Pour aller les livrer dans les pays voisins qui en avaient besoin pour des pratiques rituelles, disait-on. Par exemple pour mettre ces têtes dans les cercueils des VIP lors de leurs enterrements.

Mais dans ces deux cas doubles, les têtes n’ont pas été emportées. Ce sera le cas dans tous les cas suivants. Et dans tous les cas de décapitations qui vont suivre, et dont les victimes sont toutes de sexe féminin (à l’exception du dernier cas en date), le sang a été recueilli et emporté. Dans certains cas, les organes féminins ont été aussi emportés – en plus du sang.

Donc, les assassinats de Fana ont été interprétés comme des tueries politiques et à usage interne au Mali. Une élection présidentielle à haut risque et grand enjeu venait au galop. Des doigts d’accusation ont été pointés vers le pouvoir en place. Qui voulait coût que coût se succéder à lui-même à de Koulouba. Il n’hésiterait devant rien. En ce sens, l’artiste musicien de renommée internationale, Salif KEITA, avait accusé publiquement deux officiels d’être derrière les décapitations rituelles comme sacrifice humain pour la réélection de IBK. Il n’y a, à ce jour, eu le moindre démenti et moins encore une attaque en justice pour

diffamation. Si l’on applique la règle du « Qui se tait consent », alors on sait comment considérer ce que le musicien Salif KEITA a dit.

Des crimes parfaits à ce jour

Un autre point commun entre la série macabre est le fait les coupables courent toujours. La loi de criminologie littéraire qui soutient qu’il n’y a pas de crimes parfaits, est battue ici en brèche et à plate couture.

Certes, des arrestations ont eu lieu depuis l’année dernière. Mais, ces embastillés demeurent des suspects. Au passage, tout Fana connaît par cœur aujourd’hui le mot risible de « suspect ». Parmi eux, un certain Aboudou DIARRA est devenu une célébrité. C’est-à-dire, des gens qui n’ont rien fait et qu’on arrête pour tromper les populations.

Ces suspects sont finalement en détention arbitraire. Ils ne sont ni jugeables et ni libérables. Ils sont détenus hors de tout délai légal. Donc hors la loi. Exactement comme pour le général Amadou Aya SANOGO et ses codétenus. C’est cela aussi le Mali de IBK.

Les populations de Fana sont au bord de la crise nerveuse. Ils ne supportent plus ces assassinats perlés mais jamais élucidés. Les coupables, qui ont démontré qu’ils avaient une connaissance intime de la ville et de ses habitants, montrent qu’ils peuvent couper la tête qui ils veulent à l’aise.

Du coup, les populations ne supportent plus cette condition de bétail parké en attente du boucher. Le premier d’entre eux, le Chef de village (CV) Adama TRAORÉ, l’a compris. Il a donc convoqué, le mercredi 31 à la Mairie, une AG pour donner la parole aux citoyens devant les responsables en tenue, en écharpe et en civile. Après avoir remercié la foule nombreuse pour sa venue, il a campé le décor pour laisser là à l’expression citoyenne et volontaire. Dix personnes se sont aussitôt inscrites.

Le Gouvernement a montré ses limites

C’est le propre jeune frère du Chef de village,



Yaya TRAORE qui a ouvert le bal. Il a affirmé avec dépit que depuis que les tueries ont commencé, personne n’était venu l’informer ou le saisir. « Aucun de vous, autorités ou citoyens », a-t-il apostrophé l’assistance. Il a ajouté que les autorités ont montré leurs limites pour la capture des tueurs. Il demande alors que la balle soit mise dans le camp des populations pour user des méthodes traditionnelles. « Donner l’autorisation de recourir au Kolo-ngalani [le petit pilon] et vous verrez que nous allons découvrir les tueurs et les capturer ».

Les débats étaient retransmis en direct sur les ondes. Et les populations de Fana ont massivement retenu cette proposition. Elle a eu une onde de choc considérable.

D’autres propositions ont été faites en ce sens. Notre confrère et directeur de radio « Bachy » a souligné la menace de mort sur tout le monde, à commencer par lui-même en tant que homme de presse. Un autre dira que chacun s’attendait à être décapité.

Toutes les prises de parole ont montré que les populations ne fondaient plus un espoir sur les autorités. Et qu’il fallait compter sur soi-même. Monter un groupe de surveillance par exemple. Sans trop d’espoir, l’électricité, le rétablissement d’un poste de contrôle, etc. ont été demandé aux autorités. Sans y croire.

L’Etat a montré qu’il était absent à Fana aussi. Pire encore, qu’il était complice. C’est en tout cas ainsi que les Fanois voient les choses.

■ Amadou TALL



Lutte contre le terrorisme : Fatwa contre le général Gamou et Moussa Acharatoumane

C'est le moins que l'on puisse dire selon nos informations, les djihadistes viennent de lancer une Fatwa contre le général El hadj Gamou, président du GATIA et Moussa Acharatoumane pour leur volonté de lutter contre eux. « Les récentes déclarations du général sont à l'origine de cette menace on ne peut plus voilée », nous confie un cadre du nord.

Le MAA renforce son arsenal à Tabankort : plus de six cents véhicules lourdement équipés aperçus

Selon nos radars, les préparatifs pour contrer toute tentative d'attaque contre ses positions vont bon train, à en croire nos radars. Nos sources indiquent que depuis les déclarations de guerre du Général El Hadj Gamou qui, accompagné d'une forte délégation, poursuit sa sensibilisation outre de sa communauté à qui il a demandé de se préparer pour la guerre pour récupérer Ménaka, le Gourma, Gao, Talataye et bien d'autres villes, continue après le Mali à écumer des capitales sous régionales telle que Niamey pour expliquer sa croisade, nos radars font état de l'arrivée (en milieu de semaine dernière) de la Libye et d'Algérie de plus de six cents véhicules lourdement équipés de 12.7, de 14.7 et de bitume ainsi que d'autres armes plus performantes à Tabankort, cette position avancée de l'armée, c'est-à-dire

de Gao. Comme l'indiquent nos sources, la chute de Tabankort est la voie ouverte sur Bamako puisque les FAMAS seront chassés de Gao et ainsi de suite.

Comme nous vous l'annonçons dans notre dernière livraison, le va-t-en-guerre du Général Gamou a poussé les autres communautés à se préparer activement pour se défendre. Pour le MAA plateforme, pro Bamako, dont le « QG » est basé à Tabankort, une forteresse, les propos de Gamou sont vus de part et d'autre comme une déclaration de guerre et tous se préparent en connaissance de cause. « En clair, les alliés sédentaires (Les Peulhs et les Sonhaïs), Arabes, Bellas, Imghads, sont surpris et choqués par cette décision unilatérale du Général Gamou, à telle enseigne qu'il sera seul contre tous celui-là même qui a été reçu chez les notables Armas, Songhaïs et le chef de la communauté arabe, Hanoune Ould Aly des arabes », nous a confié un cadre du nord stupéfait du virage à 90° du général Gamou. En réalité, précisent nos sources, toute cette montée de l'adrénaline serait due au fait que primo, Moulaye Ould Ahmed Reganni soit exclu du CSA après que le titulaire Pr Ahmed ait repris sa place, suivi par Fahad Ag Al Mahamoud du GATIA ; secundo, que les arabes aient fait un bloc derrière Me Harouna Toureh, porte-parole de la plateforme. Mais du côté du Général

Gamou, nos radars font état de la lutte contre les braquages, le banditisme et le trafic de drogue dans le Gourma et dans tout le nord. C'est fort de ce constat flagrant, indiquent nos radars que le Général Gamou se prépare avec les armes et les munitions des FAMAS à s'emparer des villes de Ménaka, Talataye, le Gourma et de Gao pour lutter contre les trafiquants de drogues, « c'est-à-dire la lutte contre les Lim Hars », nous confie un leader. Selon nos radars, les trois factions Imghads dirigées par Elhadji Gamou, ensuite Haïbala et le général Tekini vivaient en harmonie jusqu'à ce que les récentes sorties de Gamou aient créé une profonde division. Au moment où nous bouclons cette édition, les clans Haïbala et du général Tekni se désolidarisent de Gamou et se préparent sérieusement à toute attaque de ce dernier contre eux. Du côté des sédentaires qui déplorent cette prise de position très regrettable du Général Gamou (l'allié d'hier), on suit la situation tout en restant sur ses gardes et restent sur leur faim puisque en ne sachant pas les vraies motivations de l'officier et restant attachés aux engagements signés en 2014 chez les notabilités de Gao. En clair, selon nos informations, les sédentaires ne sont plus prêts à accepter une déstabilisation des populations civiles sous quelque prétexte que ce soit, car la plupart des vols qui ont eu lieu tant à Gao que les braquages sous les tronçons sont faits par des éléments du GATIA avec les armes de l'armée malienne même si du côté de Gamou, on dément catégoriquement ces allégations.

■ M DICKO

Jean Claude Sidibé : “Je suis scandalisé par la fermeture du Centre”

En visitant le centre de formation professionnelle sino-malien de Sénou, le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Me Jean Claude Sidibé, n'a pas caché sa déception par rapport à la fermeture dudit centre.

Le Ministre s'est dit scandalisé par l'incapacité d'ouvrir le centre équipé entièrement et livré au Mali par la République populaire de Chine. “Je suis scandalisé par la fermeture du centre. J'ai compris le message du chef de l'Etat Ibrahim Boubacar Kéita lorsqu'il m'a dit qu'il veut que le Centre soit ouvert. Et le Centre sera ouvert en 2020. J'ai déjà négocié avec la Chine pour la formation d'une vingtaine de formateurs qui vont aller au mois de septembre 2019. Et nous ferons en sorte que l'ensemble des textes soient pris entre septembre et octobre 2019 pour qu'en janvier 2020, même si c'est au niveau de 2 ou 3 filières, le Centre soit ouvert. Ce n'est pas normal que nous fassions ça à nos enfants car

les Maliens ont besoin de formation. Et nous avons un centre de ce niveau qui n'est pas ouvert. Cela est inacceptable. En tout cas, je prends l'engagement que le Centre sera ouvert. Le Centre a été inauguré il y a un an par le président IBK et il y a un an aucune disposition nécessaire n'a été prise pour le faire fonctionner. Donc, nous allons prendre des dispositions pour le faire fonctionner, même si c'est à minima. Sur les 11 filières, si 2 ou 3 peuvent fonctionner, cela sera bien pour nos enfants”, a confié le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

La révolte du ministre se comprend. A cause de sa fermeture, le centre qui est un joyau architectural équipé en matériel sophistiqué est en train de se dégrader en des parties.

Selon les explications de Mme Dembélé Madina Sissoko (Directrice générale de l'Institut national d'ingénierie de formation professionnelle, un service technique rattaché au départe-

tement de la Formation professionnelle), le centre est bâti sur une superficie de 15 004 m², soit 1,5 hectare. Il comprend 5 blocs : un bloc administratif, un bloc technico-pédagogique, un bloc atelier, un bloc restaurant-réservoir, un bloc latrine et un terrain de sport. Le Centre comporte 36 salles de classe, 11 ateliers et des bureaux, tous équipés. La capacité d'accueil est de 700 apprenants par session, soit 350 apprenants le matin et 350 apprenants le soir. Les filières du Centre sont celles du bâtiment et des travaux publics (maçonnerie, plomberie, carrelage, peinture-décoration, staffe, menuiserie bois, chèvrerie, construction métallique, électricité bâtiment, froid, climatisation.

“Le Mali étant en chantier, ces filières sont considérées comme des filières porteuses, pourvoyeuses au Mali. Elles sont appelées à se développer. L'ouverture du centre permettra d'absorber les jeunes chômeurs du Mali”, a-t-il indiqué. A son entendement, la famille malienne doit être porteuse du message aux enfants pour que ceux-ci acceptent de venir apprendre des métiers au niveau du Centre.

■ Siaka DOUMBIA



Enseignement au Mali : Une école à réformer ?

Il y a moins de sept ans que l'école malienne a dû être réformée selon le président de la République Ibrahim Boubacar Keita. Car, l'initiative de la réforme de cette école malienne avait été décidée par IBK, lors de son premier point de presse en 2013. C'est pour cela que cette question, une école à réformer mérite encore d'être posée.

Décidément le président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, avait pris une décision de réformes sur le plan éducatif national dès l'entame de son premier quinquennat au pouvoir. Malheureusement, cette initiative du président IBK a été fortement dégradée en raison des revendications identitaires de la part des enseignants tous confondus. C'est la raison pour laquelle, des difficultés majeures persistent toujours sur l'école malienne. Car, il y a moins de sept ans que l'école malienne devrait

être réformée selon le Chef de l'Etat.

Surtout cette année scolaire 2018-2019, des grèves régulières et prolongées ont affecté négativement et particulièrement l'enseignement fondamental et secondaire. Ainsi, il était difficile de mener une réforme dans ce secteur. Parce qu'il n'y avait pas de confiance entre les deux parties (gouvernement et les syndicats d'enseignants). Et c'est à défaut de cette réforme que la situation a créé un climat d'angoisse dans le pays jusqu'à ce que les populations aient pensé que cette année sera une année blanche.

En tout cas, l'année est déjà sauvée, mais la réforme de l'école en question serait sans doute l'objet d'une incertitude. Parce que non seulement la confiance n'est pas restaurée au sein de ces deux parties signataires, mais encore les équipements adéquats n'ont pas été

acquis par des enseignants. En conséquence, la question de réforme sur l'école malienne serait difficile à faire. Depuis plus de six ans, cette école malienne a fortement besoin de ladite réforme. Car, cette année scolaire, on a noté de nombreuses manifestations de rue, des grèves illimitées et autres difficultés qui ont occasionné la fermeture des classes ont eu lieu au vu et au su des autorités maliennes en général et celles de l'éducation en particulier. De ce fait, pour éviter des cas précédents en vue de pouvoir faire cette réforme éducative, il faut que les hautes autorités du pays soient en mesure de s'enquérir davantage des problèmes des enseignants. Il ne faut pas qu'on se limite seulement aux dires du président de la République. Aussi, il faut que tous les acteurs sociaux et éducatifs au niveau national soient quasiment impliqués dans la mise en œuvre de cette initiative de réforme léguée depuis 2013.

■ Diarra Adama Amadou



IBK à la prière de la Tabaski : “Que l'exemple du Macina se répercute comme une onde de bonheur sur l'ensemble du Mali”



Son Excellence El Hadj Ibrahim Boubacar KEÏTA, Président de la République, Chef de l'Etat, comme chaque année a effectué ce dimanche 11 Août 2019, à 09 heures, la prière de la Tabaski ou encore Eid El Adha à la grande Mosquée Roi Fayçal Bin Abdoul Aziz de Bamako située à Bagadadji en Commune II du District de Bamako.

El Hadj Ibrahim Boubacar Keita, a ensuite reçu les vœux de l'Imam de la grande mosquée et des notabilités de Bamako.

A la fin de la prière dirigée par l'Imam Mamadou Koké Kalé, le Président de la République a délivré un message, de concorde et de prière pour le Mali.

Dans ce message IBK insiste sur le retour rapide de la paix et de la sécurité au centre du Mali et dans le pays tout entier: « Je voudrais profiter de ma présence dans cette mosquée Fayçal après la prière de l'Aid El Adha pour souhaiter le meilleur à ce peuple malien, il le mérite, il en a besoin. Et, dans tous les cœurs que les sentiments d'apaisement, d'amour, prennent place en lieu et place des sentiments de rejet et de haine, qui ne nous sont pas habituels, qui ne sont pas conformes à nos habitudes culturelles et civilisationnelles. Nous sommes un pays de rencontres, un pays de paix , un pays de foi, que cela soit désor-

mais au cœur de toutes nos actions , que chaque fois, nous nous souvenions de ceux qui furent, et qui n'ont pas démerité , que d'ailleurs en raison de cela , et de leur mérite , Allahou Soubhana Wat'Allah prenne ce pays en pitié et le préserve ; pas du fait des comportements du jour , au quotidien , mais de ce qui est ce pays dans sa profondeur , de ce qu'il a toujours été , de l'humanisme profond qui l'imprègne , et qui l'a imprégné le long des siècles. Qu'en raison de tout cela, Allah exauce nos prières et toutes nos supplications. Tous ceux-là qui sont aujourd'hui en pèlerinage en lieu Saint et qui au long des jours de rituels, n'ont cessé de prier pour le Mali, qu'Allah Soubhana Wat'Allah les entende, et dans Sa Miséricorde, dans Sa Mansuétude, dans Son Omnipotence, Il les a entendus; cette pluie bienfaisante, qui a arrosée Arafat , a été un bonheur absolu et un signe . Je souhaite que cette pluie qui a arrosé le Mont Arafat et les pèlerins soit celle dont le Mali sera gratifié , que dans le bonheur , que nous ayons des pluies bienfaisantes , qui permettent de bonnes récoltes , un bon vivre ensemble , surtout en ces temps où nos parents retournent en ces lieux d'où ils étaient partis du fait de violences , du fait de situations contraires et , qui aujourd'hui rassérénés pour la plupart , reprenant confiance , revien-

nent en ces lieux-là, assurés d'y trouver gîte, d'y trouver également nourriture. Les récentes visites du Chef de Gouvernement dans les régions du centre du pays en deux fois, au cours desquelles tournées , desquelles visites , il a eu souci de faire en sorte que cette période dite de soudure soit la moins douloureuse possible, également aussi que les cœurs se reprennent , magnifiées par cette cérémonie magnifique à laquelle nous avons assisté à Macina ; que cela soit le prélude d'une paix durable , d'une paix réelle , non seulement des cœurs , mais de l'ensemble du pays . Que l'exemple du Macina se répercute comme une onde de bonheur sur l'ensemble du Mali. Que le Mali entier reprenne son chemin de gloire historique, son chemin de convivialité, son chemin de fraternité, qui sont les seules voies qui soient conformes à son destin ».

Au paravant , dans son sermon l'imam de la grande mosquée, Mamadou Koké Kalé a rappelé les préceptes et les exigences de l'Islam en ce jour béni de reconnaissance et de gratitude envers notre Créateur, en sacrifiant en son Nom un bœuf , et a demandé à tous les musulmans d'avoir la crainte de notre Seigneur , la justice , de prier pour le retour de la paix au Mali, la cohésion sociale, la solidarité, l'honnêteté, le partage. Des prières et bénédictions ont été faites pour le Mali, un bon hivernage, de bonnes récoltes, et un bon retour de nos pèlerins.

Pour sacrifier à cet important rituel de l'Islam qui intervient au lendemain du Jour de Arafat, avaient afflué à la grande mosquée , les présidents d'institutions , le premier ministre , chef du gouvernement, ministre des finances et de l'économie, les membres du gouvernement, les proches collaborateurs du Chef de l'Etat, les ambassadeurs des pays musulmans accrédités au Mali, des leaders religieux , les notabilités du District ,des autorités administratives et politiques du District et de la commune 2 , et de nombreux fidèles musulmans. IBK avant de regagner sa résidence pour sacrifier au rituel du bœuf a marché sur environ un kilomètre pour saluer ses compatriotes sortis nombreux devant la mosquée pour lui souhaiter une bonne fête à travers un bain de foule convivial.

■ **Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République**

Crise malienne : Le jeu trouble de l'État avec les milices

Plus de cinq ans après l'intervention française, la situation au Mali ne cesse de se détériorer. Créées ou encouragées par l'État, les milices se retournent contre lui et affaiblissent le peu d'autorité qui lui reste.

Koulogon le 1er janvier 2019 : 37 morts.
Ogossagou le 23 mars : au moins 160 morts.
Sobane-Dah le 9 juin : au moins 35 morts, peut-être beaucoup plus.
Gangafani et Yoro le 17 juin : au moins 38 morts.

Les tueries de civils se sont multipliées ces derniers mois dans le centre du Mali¹. À chaque fois, ce sont les mêmes récits qui reviennent : des hommes armés venus en 4x4 ou en moto encerclent le village, tirent sur tout ce qui bouge, y compris les animaux, puis mettent le feu aux habitations et aux greniers, avant de retourner chez eux. Parfois, ce sont des Dogons qui tuent des Peuls ; d'autres fois, des Peuls qui tuent des Dogons. Et il en est ainsi depuis plus d'un an et demi. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), les attaques contre des villages ont, dans cette région, fait plus de 600 morts entre mars 2018 et mars 2019, et provoqué le déplacement de plus de 66 000 personnes. Dans les cercles de Koro et de Bandiagara, des villages dogons et peuls ont été vidés de leurs habitants en raison de l'insé-

rité. Les auteurs des tueries sont des groupes dits « d'autodéfense » plus ou moins bien connus, créés ces trois dernières années dans un contexte d'insécurité grandissante et fondés sur l'appartenance communautaire : Dogons, Peuls, Bambaras... Dans deux rapports distincts publiés en 2018, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et Human Rights Watch (HRW) ont détaillé de nombreux cas de violences et d'atrocités commises par ces groupes armés. À Koulogon, la Mission des Nations unies au Mali (Minusma) a conclu à la responsabilité des chasseurs traditionnels, ou Dozo, possiblement liés à la milice dogon Dan na Ambassagou (« les chasseurs qui font confiance à Dieu » en langue dogon). Après la tuerie d'Ogossagou, cette milice a été une nouvelle fois pointée du doigt, ce qui a contraint le gouvernement malien à prononcer sa dissolution le 24 mars.

Le gouvernement fournit les armes

Rien n'avait été fait auparavant pour limiter les agissements de cette milice née en 2016. Au contraire. Des diplomates, des chercheurs et des responsables politiques dénoncent depuis des mois, souvent en off, la passivité du pouvoir politique et du commandement militaire, et évoquent même une possible complicité. «

De nombreux témoignages et individus bien informés font état d'un soutien logistique et financier apporté aux dozo par le gouvernement malien ou tout au moins par certains de ses membres », écrivait la FIDH en 2018. Un ancien ministre devenu opposant explique, sous couvert d'anonymat, que le gouvernement « a fourni des armes » à la milice en 2018. Une certitude : les groupes d'autodéfense disposent d'armes de guerre, et pas seulement de vieux fusils artisanaux dont sont généralement équipés les dozo.

Il est probable que dans un premier temps, le pouvoir politique malien a considéré ces milices comme des alliés nécessaires pour contrer l'influence des groupes djihadistes et pour contrôler des territoires qui échappent aux forces de sécurité. Mais comme le souligne un diplomate malien ayant requis l'anonymat : « Le monstre que nous avons suscité nous a échappé. Aujourd'hui, les milices opèrent en toute autonomie. » À plusieurs reprises ces derniers mois, les chefs de Dan na Ambassagou ont menacé les militaires s'ils tentaient de les désarmer. Après le massacre d'Ogossagou, ils ont rejeté la dissolution édictée à Bamako. De fait, leurs hommes opèrent toujours sur le terrain, et le chef militaire du mouvement, Youssouf Toloba, continue de se déplacer librement — il a même rencontré le premier ministre, Boubou Cissé, début juillet. Les autorités maliennes savaient pourtant où elles mettaient les pieds : elles n'ont fait que recycler dans le centre du pays une méthode déjà employée dans le nord par le passé, avec des résultats très mitigés. « Le Mali a montré sa prédilection pour le recours aux milices depuis les années 1990, contre les rebelles Touaregs et plus récemment contre les djihadistes. Une caractéristique de l'histoire politique malienne est que les autorités ont toujours peine à "débrancher" ces milices une fois activées », note le chercheur Yvan Guichaoua, spécialiste du Sahel. Comme le constate le diplomate cité plus haut, « on a l'impression que les dirigeants politiques et militaires n'ont tiré aucune leçon des échecs du passé ».

Déjà contre les Touaregs

La première expérience de ce type remonte au milieu des années 1990. Confronté à une rébellion qui n'en finit pas malgré plusieurs cycles de négociations — un processus de paix





long et douloureux qui a exacerbé les tensions entre les communautés —, le pouvoir central, tout en discutant avec les rebelles, autorise en mai 1994 des cadres des Forces armées maliennes (FAMA) issus de la communauté songhaï à créer leur propre milice : Ganda Koy (« les seigneurs de la guerre » en langue songhaï), qui développe un argumentaire anti-touareg très agressif. Le but est de reconquérir des zones perdues par l'armée et d'affaiblir les insurgés, notamment en employant une stratégie de la terreur déjà expérimentée sous le régime autocratique de Moussa Traoré (1968-1991), mais que le président Alpha Oumar Konaré, élu démocratiquement en 1992, se refusait à assumer publiquement. Essentiellement constituée de Songhaï, cette milice est financée par des hommes d'affaires de la ville de Gao. Elle est également soutenue par des responsables étatiques. Originaire de Gao, Soumeylou Boubèye Maïga, une figure de la scène politique malienne qui dirigeait alors les services de renseignement, est notamment soupçonnée d'en être à l'origine. Depuis cette époque, cet ancien journaliste a occupé de nombreux postes clés (notamment ministre de la Défense, ministre des Affaires étrangères, Secrétaire général de la présidence). Plusieurs observateurs ont noté que Dan na Ambassagou, créée fin 2016, était devenue réellement active début 2018, peu de temps après sa nomination au poste de premier ministre. Bénéficiant de la complicité de l'armée, Ganda Koy a mené plusieurs batailles contre les groupes rebelles en 1994 et 1995, et a commis de nombreuses exactions contre des civils —

des Touaregs pour la plupart. « Quand on nous tuait quinze nègres, nous, on tuait vingt Tamasheks », expliquait en 1996 un propagandiste de la milice cité par Le Monde2.

Gérer les mannes financières

Certes, la pression exercée par Ganda Koy a poussé les mouvements rebelles à revenir à la table des négociations. Mais déjà, les effets pervers d'une telle stratégie se faisaient sentir. Non seulement, cette milice « a contribué à transformer le conflit du Nord en violences intercommunautaires et raciales, tuant entre 1994 et 1996 des dizaines de civils à la "peau claire" (Touaregs et arabes) », comme le notait le think tank International Crisis Group (ICG) dans un rapport publié en 2012, mais en plus, elle a petit à petit gagné en autonomie par rapport à Bamako, et s'est rapprochée de certains groupes rebelles avec lesquels elle a signé des pactes afin de gérer la manne issue des accords de paix. Autre effet secondaire : certains de ses membres ont versé dans le banditisme. Successeur de Konaré en 2002, Amadou Toumani Touré (ATT) aussi a joué le jeu très risqué des milices. En 2006, Bamako fait face à une nouvelle insurrection touarègue menée par Ibrahim Ag Bahanga. Incapable d'y mettre un terme, le pouvoir central pousse deux colonels de l'armée issus de nord et jugés loyaux à créer deux milices communautaires : une arabe, dirigée par Abderrahmane Ould Meydou ; l'autre touarègue, commandée par Alhaji Gamou. Puisant dans les effectifs de l'armée, bénéficiant de son soutien logistique et coordonnant leur

stratégie avec celle du gouvernement, ils ont également les moyens de recruter des hommes issus de leur communauté et sont autorisés à faire la loi (et des affaires) dans les zones qu'ils reconquièrent. Drôles de milices, qui ont ainsi un pied dans l'État, et un autre en dehors...

« La constitution de ces deux milices obéit à une logique commune : lever des forces présumées loyales à l'État malien en s'appuyant sur les communautés subalternes de l'ordre local nordiste disposées à collaborer avec Bamako pour inverser cette hiérarchie », notait ICG en 2012. En effet, les Arabes de la vallée du Tilemsi, auxquels appartient Ould Meydou, et les Touaregs Imghad, le groupe de Gamou, sont tributaires respectivement des communautés kounta et Ifoghas. Leur intérêt à collaborer avec l'État est alors évident : il s'agit, en s'alliant avec le pouvoir, d'inverser la hiérarchie sociale héritée du passé. De fait, les élections locales d'avril 2009 ont consacré l'influence croissante des Tilemsi et des Imghad. Si la rébellion de Bahanga a rapidement (quoique provisoirement) été étouffée, les équilibres régionaux ont été fragilisés. Durant cette période, plusieurs épisodes narrés notamment dans les câbles diplomatiques américains révélés par Wikileaks illustrent les innombrables arrangements entre le pouvoir central et les différents groupes armés qui versent dans le trafic de drogue : impunité pour leurs membres, corruption... Les hommes de Gamou sont notamment soupçonnés d'être en lien avec de grands trafiquants. Ainsi, en février 2013, la ville de Gao venait d'être libé-

rée du joug du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) par l'armée française. Les hommes de Gamou, qui avaient pris la relève, contrôlaient la ville. Lorsqu'ils ont appris l'arrestation de Baba Ould Cheikh, un maire de la région dont le nom est cité dans la plus grosse affaire de trafic de drogue qu'a connu le Mali (« Air Cocaïne »), ils l'ont immédiatement libéré avant qu'il ne soit pas transféré à Bamako et lui ont permis de quitter la ville.

Les soldats maliens chassés de Gao

Fin 2011, une nouvelle rébellion touarègue éclate au Mali. Fruit d'une alliance entre deux mouvements politiques autonomistes : Le Mouvement national de l'Azawad (MNA) et le Mouvement touareg du Nord-Mali (MTNA), la faction armée dirigée par Ibrahim Ag Bahanga et des Touaregs revenus de Libye après la chute de Mouammar Khadafi, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) lance les hostilités à Ménaka, puis gagne d'autres villes. L'armée est une nouvelle fois dépassée. L'État recycle donc les mêmes ficelles. Ce qu'il reste de Ganda Koy et Ganda Izo (« les fils de la terre » en langue songhaï), une nouvelle milice issue d'une scission au sein de la première et constituée de Songhaï et de Peuls, sont à nouveau employés par le pouvoir central pour freiner l'avancée du MNLA. Cette énième « collaboration » entre les FAMA et les milices a fait long feu. Les miliciens, peu équipés et peu entraînés, se sont très vite montrés incapables de rivaliser avec les rebelles lourdement armés.

L'intervention française de 2013 règle le problème, mais pour un temps seulement. Avec l'aide de l'armée française, l'État reprend le contrôle des territoires abandonnés durant plusieurs mois. À défaut d'être « débranchées », les milices sont marginalisées. Même le groupe de Gamou — lequel est fait général par Ibrahim Boubacar Keïta quelques semaines après son élection en août 2013 — est petit à petit réintégré dans l'armée. Mais après la défaite de Kidal en mai 2014, bataille au cours de laquelle les soldats maliens sont chassés de la ville par les rebelles, l'armée malienne perd à nouveau le contrôle de plusieurs localités du septentrion. Paralysée par les négociations de paix menées sous l'égide de la

communauté internationale et par la position de la France, qui cherche à ménager ses alliés du MNLA, l'armée malienne doit une nouvelle fois laisser des milices faire son travail.

Gamou est à nouveau mis à contribution : en août 2014, il crée un nouveau groupe armé, le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (Gatia). Officiellement, il n'en est pas membre et l'État n'y est pour rien ; en réalité, il en est le chef et le groupe bénéficie de l'appui direct de l'armée. Les hommes qui constituaient son ancienne milice, des Imghad pour la plupart, le rejoignent. En 2015, la Minusma constate que plusieurs membres du Gatia blessés dans des combats contre la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) issue de l'ancienne rébellion et soignés à l'hôpital de Gao sont des FAMA qui avaient suivi quelques mois plus tôt la formation prodiguée par l'Union européenne à Koulikoro dans le cadre de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (European Mission Training Mission Mali, EUTM) dont le but est d'aider à la reconstruction... de l'armée malienne. Le Gatia dispose en outre de véhicules, d'armes et d'uniformes fournis par les FAMA.

Escorter les convois de drogue

Cette stratégie semble payante dans un premier temps. Rapidement, le Gatia, allié à d'autres groupes armés Touaregs, arabes ou songhaï réunis au sein de la « Plateforme », reprend du terrain, notamment dans la région de Gao. Mais encore une fois, les effets pervers se font rapidement ressentir. Tout d'abord, la loyauté du Gatia envers l'État est à géométrie variable : « Le Gatia a son propre agenda politique, qui consiste à briser la domination des autres tribus dans les zones qu'il contrôle et à installer le pouvoir des Imghad. Il ne participe en rien au retour de l'autorité de l'État, au contraire, il a tendance à la saper », note un expert onusien en poste au Mali. Depuis trois ans, Gamou, qui se pose en leader de la communauté Imghad, ne fait plus que de rares apparitions à Bamako et répond aux autorités quand bon lui semble. « Il a toujours le titre de général, mais il s'est complètement émancipé du commandement de l'état-major », se désole un sous-officier.

La milice poursuit en outre sa collaboration avec les trafiquants, comme par le passé. Selon une source diplomatique, nombre de ba-

tailles que les hommes du Gatia ont menées contre la CMA l'ont été pour prendre le contrôle de localités considérées comme des carrefours stratégiques pour les trafics. Un rapport de l'ONU daté d'août 2018 relève que des membres du Gatia escortent les convois de drogue.

Par ailleurs, à l'instar des autres groupes armés actifs dans le nord, le Gatia a commis de nombreuses exactions contre des civils. En juin 2018, la Minusma a indiqué qu'elle soupçonnait le Gatia et une autre milice, le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), d'avoir tué au moins 143 civils dans la région de Ménaka. Naguère ennemies, ces deux milices, avec lesquelles la France a mené plusieurs opérations antiterroristes en 2017 et en 2018, sont également accusées d'avoir mené des expéditions punitives contre des campements peuls côté nigérien, et d'avoir tué des dizaines de civils. Ces tueries ont provoqué des actes de représailles de groupes armés peuls contre des civils Imghad et Daoussak. International Crisis Group estime que « le recours à ces groupes renforce les tensions intercommunautaires et menace d'embraser la région ». Face à la montée de l'insécurité, et en dépit de l'expérience qui démontre les effets contre-productifs de cette « milicianisation », l'État malien a poursuivi la même stratégie dans le centre à partir de 2015, lorsqu'un groupe djihadiste affilié à Aqmi, la katiba Macina, a commencé à y mener des attaques. Des milices bambara et dogon se sont constituées — parfois sans l'aide de l'État, à l'instigation d'élus ou de notables locaux ; parfois avec le soutien de responsables politiques et militaires de haut rang.

Un rapport du Centre pour le dialogue humanitaire (HD) note que, dans le centre du pays, « le recours à des milices produit davantage d'effets pervers à moyen et long terme et exacerbe la méfiance existante entre les communautés ». Yvan Guichaoua constate de son côté que « la violence polarise les identités » ; ainsi, « chez les Dogons, on assiste actuellement à la faveur de la montée en puissance des chasseurs traditionnels à une sorte de renouveau culturel, autour de l'histoire et des pratiques spirituelles et guerrières, accompagné de revendications territoriales ». Au final, conclut le chercheur, « c'est l'État qui risque d'être perdant ».

■ Rémi Carayol Journaliste.

Entre la mouvance présidentielle et l'opposition : Les ambiguïtés du PARENA

Le Parti du bélier blanc (PARENA) divague depuis un certain temps. Cette divagation est peut être liée aux supplices subis par cet animal lors de la fête de tabaski. En tous cas, ce parti qui a vaillamment croisé le fer avec le régime du Président Ibrahim Boubacar Keita pendant son premier quinquennat souffle le chaud et le froid.

Représenté dans le Gouvernement du Premier Ministre Dr Boubou Cissé par son président Monsieur Tiebilé Dramé, qui tient le portefeuille stratégique de la diplomatie, ce parti prétend aussi être de l'opposition.

C'est du moins ce que le jeune El hadji Tandina a laissé entendre à des milliers d'auditeurs lors de l'émission radiophonique hebdomadaire « Débat politique » de notre éminent confrère Kassim Traoré de la radio Klédu qui a lieu chaque jeudi.

Pourtant pour se conformer à la nouvelle orientation tactique du parti, son représentant à l'Assemblée Nationale, l'Honorable Brehima Bérédogo élu à Kadiolo a démissionné du groupe Parlementaire Vigilance Républicaine et Démocratique une sensibilité oppositionnelle (qui était composée de l'URD, du Parena et du PRVM FASOKO) au profit du groupe parlementaire Alliance pour le Mali « APM » (constitué par la CODEM, MIRIA, CDS Mogo Tiguiya etc.) qui soutient la vision politique du



Président de la République. Quelle paradoxe à considérer que le PARENA soit de l'opposition ! Lequel est en faute ? Le parti ou le député ? Cette position confusionniste ressemble à une supercherie savamment orchestrée par les cadres de la direction politique du parti de la renaissance nationale visant à tromper notre intelligence collective. Ainsi, ces cadres brandissent l'argumentaire ridicule que le parti n'est pas membre de la plateforme des partis de la majorité présidentielle « Ensemble pour le Mali » (EPM) ou que sa présence dans l'équipe gouvernementale se situe dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord politique de gouvernance.

A moins que les règles du jeu démocratique soient modifiées, qui voudraient qu'on ne puisse siéger dans le pouvoir exécutif (gouvernement) chargé de la mise en œuvre des politiques dans divers domaines de la vie de la nation et être à la fois de l'opposition politique qui conteste ces politiques, le Parena du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale est bel et bien de la

majorité présidentielle actuellement .

En effet, la loi portant statut de l'opposition politique en République du Mali dénie à tout parti politique siégeant dans le Gouvernement le droit d'appartenir à l'opposition par ces termes « tout parti représenté dans le Gouvernement cesse ipso facto d'être de l'opposition ». Cette disposition est à n'en pas douter juste, logique, et rationnelle car on ne peut avoir le beurre et le prix du beurre à la fois

En attendant des clarifications sur le positionnement politique du Parena qui dispose de grands intellectuels au patriotisme avéré dont l'intépide Djiguiba Keita dit PPR, Me Amidou Diabaté, Sidi Camara, Bintou Maiga , Moussa Balla Diakité , nous rappelons aux cadres de ce parti que ce n'est point un crime d'être dans le gouvernement pour participer à la construction nationale, mais qu'il faut avoir le courage politique et l'honnêteté intellectuelle de l'assumer pleinement .

■ Moctar SOW



VIBREZ AVEC MALITEL



SPRIT

Pour une compétition encore plus intense Malitel offre aux fans la diffusion des matchs sur écran géant comme si vous y étiez.

Tous les jours de match retrouvez nous sur la place CAN et dans plusieurs quartiers de Bamako.

Au programme, des animations musicales, des offres promotionnelles et beaucoup d'autres surprises.

Profitez de chaque match, chaque but,.....

Avec Malitel, célébrez la fête du football Africain comme il se doit !

Malitel, proche de vous.

Page noire : Le roi du coupé décalé' l'ivoirien Dj Arafat est mort !

Victime d'un accident de moto dans la nuit du dimanche 11 au lundi 12 août à Abidjan, l'artiste ivoirien Ange Didier Huon - alias DJ Arafat - est mort des suites de ses blessures dans une clinique d'Abidjan, selon plusieurs sources officielles ivoiriennes, dont Maurice Bandaman, le ministre ivoirien de la Culture.

La star du « coupé-décalé » est décédée lundi 12 août à la Polyclinique des Deux Plateaux, à Abidjan. L'artiste est mort des suites de ses blessures après un grave accident de la route, survenu dans la nuit de dimanche à lundi. Sa moto a percuté une voiture conduite par une journaliste de Radio Côte d'Ivoire. Le chanteur, inconscient, a été rapidement pris en charge et admis en soins intensifs. Il n'a malheureusement pas survécu.

« Il a été admis aux urgences dans un état vé-

gétatif. Il avait notamment une fracture du crâne et un œdème », a confié à Jeune Afrique un médecin de l'établissement, sous couvert d'anonymat. Les équipes soignantes ont tenté de le réanimer, « en vain ».

Deux ministres du gouvernement ivoirien, qui se sont rendus au chevet de l'artiste, ont confirmé le décès à Jeune Afrique, de même qu'un haut fonctionnaire en poste à Abidjan. « Je suis à la clinique où DJ Arafat a été admis. Je peux vous confirmer que l'artiste est décédé. Je suis avec le ministre d'État Hamed Bakayoko, pour nous organiser avec la famille », a déclaré Maurice Bandaman, ministre ivoirien de la Culture et de la Francophonie.

L'information a par ailleurs été confirmée sur les antennes de la RTI, la chaîne publique ivoirienne, dans son journal de 13h.

A'salfo, le leader du groupe Magic System,

s'est rendu lui aussi à l'hôpital. Selon nos informations, l'entourage de l'artiste, comme les autorités ivoiriennes, s'interrogeaient en fin de matinée sur les modalités de l'annonce du décès au public.

Roi incontesté du « coupé-décalé », DJ Arafat – de son vrai nom Ange Didier Huon – s'est forgé une renommée internationale et s'est imposé comme le patron incontesté du coupé décalé. Il avait également une réputation sulfureuse, notamment en raison des clashes récurrents qui l'opposaient à d'autres artistes de coupé-décalé.

Né en 1986 à Yopougon, une commune de l'ouest abidjanaise, l'artiste aimait à s'attribuer des surnoms sans cesse nouveaux, de « Commandant Zabra » à « Yorobo » – plus récemment, il se présentait même comme « Chef de la Chine Populaire ». Tragique ironie du sort, son dernier single – qui bat des records sur YouTube avec 4,5 millions de vues depuis sa sortie en mai dernier – s'intitule « Moto-Moto ».



Consommer malien : Les ministres vont-ils privilégier la destination Mali ?



Selon, un professionnel du tourisme, les tours opérateurs locaux seraient ravis de voir, Mina Wallet Intallou, la ministre de l'Artisanat et du Tourisme, sur les monts Manding. Ne serait-ce qu'en randonnée d'une heure pour la photo. Son homologue du Burkina Faso, pays souffrant aussi de la fuite des touristes Occidentaux, a bien compris les choses en invitant tous les citoyens à privilégier la destination locale afin de redynamiser le secteur.

On ne le dit pas assez, le « consommer malien » peut être profitable au trésor national. C'est pourquoi les professionnels du tourisme malien espèrent un regain d'intérêt pour les sites touristiques et naturels avec la prochaine va-

cance gouvernementale. Il ne s'agit pas de braver le danger en s'aventurant sur les routes incertaines de Tombouctou ou du Pays Dogon. Tout ce qu'il faut, c'est que les ministres se tournent vers des sites naturels et historiques allant du Mandé à la région de Sikasso. Donner l'exemple ne doit pas être le seul défi de Nina Wallet ; elle doit aussi encourager les Maliens à consacrer quelques heures de leur temps de repos à la promotion du tourisme local.

Pour les professionnels, beaucoup de Maliens pourraient s'inspirer de ce que font les ministres et autres personnalités publiques. En matière de tourisme, la classe moyenne qui émerge à Bamako et ailleurs emboîtera facilement le pas aux ministres. D'ailleurs, les

taxes liées à une telle activité peuvent contribuer à renflouer les caisses de l'Etat en ces temps de vache maigre.

A en croire l'Agence pour la promotion du tourisme au Mali (APT), le patrimoine culturel est assez riche et diversifié. A 30 minutes en voiture, on peut accéder à des sites historiques et culturels dans la région de Koulikoro dont une bonne partie se rapporte à l'histoire de l'empire du Mali. Il existe aussi dans la même localité des sites naturels comme les hauteurs des Monts Manding donnant des vues panoramiques magnifiques.

La région de Sikasso est également riche en sites touristiques et naturels qui n'attendent qu'à être promus auprès du grand public. Déjà, beaucoup de Maliens de passage dans la cité du Kenedougou tiennent à visiter les chutes de Farako et les grottes de Missirikoro. Selon des spécialistes, en faisant un peu plus de marketing, le taux de fréquentation de ces sites pourrait s'élever à un niveau satisfaisant tout en donnant un coup de pouce à l'économie locale.

Depuis l'éclatement de la crise sécuritaire en 2012, le secteur du tourisme malien est entré dans une crise sans précédent. Les professionnels comptent à présent sur les autorités pour donner le goût du voyage aux Maliens afin de compenser la perte de recette liée à la réduction de l'arrivée de touristes occidentaux. Dans plusieurs pays, le tourisme domestique représente une manne financière pour les caisses de l'Etat.

Au Burkina voisin, les autorités viennent d'entamer une campagne d'information et de sensibilisation auprès des citoyens. Ce pays est aussi touché par l'insécurité qui dérouté les touristes occidentaux. L'objectif est de les inciter à privilégier la destination nationale au lieu d'aller seulement dans les pays riches.

■ Soumaila T. Diarra

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

L'acteur américain Samuel L. Jackson : Un africain sur les traces de ses ancêtres



Après s'être découvert des origines gabonaises lors d'un test ADN, l'acteur de *Pulp Fiction* s'est rendu au Gabon et au Ghana. Un voyage également professionnel, puisque la star travaille sur une série documentaire consacrée aux routes de la traite transatlantique des esclaves.

Depuis le 23 juillet, date de son arrivée au Gabon, Samuel L. Jackson a été très actif sur les réseaux sociaux. À travers

des photographies de scènes de rues, de marchés, de plats commandés dans divers restaurants ou encore d'éléphants, les internautes ont pu suivre pas à pas le retour aux sources de l'acteur.

Au Gabon, il a rencontré le roi des Benga, la tribu de ses ancêtres, mais aussi le président Ali Bongo. « J'ai été très bien accueilli et je me suis même senti à la maison », a-t-il déclaré. Avant de repartir, un passeport gabonais en poche.

Samuel L. Jackson s'est ensuite envolé vers

le Ghana, où il a visité plusieurs sites historiques de l'esclavage, comme le fort d'Elmina, un comptoir commercial portugais construit en 1482 qui deviendra l'un des centres de la traite négrière dans le golfe de Guinée.

Autant d'étapes qui viendront nourrir la nouvelle série documentaire de l'acteur, intitulée *Enslaved*, qui retrace l'horreur du commerce triangulaire à travers les épaves d'anciens navires négriers, en utilisant l'archéologie sous-marine. Selon ses concepteurs, la série veut marquer le 400^e anniversaire de l'arrivée du premier esclave africain sur les côtes américaines en 1619.

Une véritable aubaine pour le Ghana en tout cas. Le pays a lancé cette année une campagne de tourisme intitulée « L'année du retour », visant principalement les Afro-Américains désireux de découvrir leurs racines. Pour nous, avoir une célébrité comme Samuel L. Jackson est vraiment positif. Surtout que cette année nous misons sur la connexion avec les diasporas africaines pour booster notre potentiel touristique. Et depuis, nous avons reçu de nombreuses personnalités, des musiciens, des hommes d'affaires et des acteurs.



Côte d'Ivoire : Le parti de Charles Blé Goudé tiendra son premier congrès le 17 août

Le mouvement de Charles Blé Goudé devenu un parti, le Cojep, va tenir son premier congrès le 17 août à Abidjan. « Le congrès débute le 17 août par une fête populaire à la place CP1 de Yopougon », une commune d'Abidjan, a déclaré à l'AFP Charles Blé Goudé, joint au téléphone depuis Abidjan à la Haye, où il réside depuis son acquittement par la Cour pénale internationale, dans l'attente d'un éventuel appel de la procureure. « Quel Cojep pour une Côte d'Ivoire libre et démocratique? » est le thème dont devraient débattre les participants au congrès. Ils pourront écouter par vidéo-conférence un message de Charles Blé Goudé, en liberté sous condition après cinq ans de prison.

Ambitions présidentielles

Le congrès, prévu pour s'achever le 18, « pourrait désigner Charles Blé Goudé comme président du Cojep et lui donner mandat de participer aux futurs scrutins, y compris à la présidentielle de 2020 », a expliqué Boidi Amon, un militant venu de Belgique pour y participer. L'ancien chef controversé des Jeunes Patriotes de Côte d'Ivoire se voit un destin présidentiel dans son pays. « Un jour, j'aimerais diriger mon pays. Mais j'ai tout mon temps. Je sais que la Côte d'Ivoire m'attend », avait déclaré à Jeune Afrique ce fidèle de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo – également acquitté par la CPI.



Dans les années 2000, Charles Blé Goudé fut surnommé « le général des rues » pour sa capacité à mobiliser les partisans de Laurent Gbagbo, à travers le mouvement des Jeunes patriotes notamment, souvent qualifié de milice. Ses détracteurs le considèrent comme un de ceux qui ont contribué à la montée de la tension en Côte d'Ivoire dans la décennie 2000, qui a culminé en 2010-2011 dans les violences post-électorales ayant fait plus de 3 000 morts.

Gadji Céli met en garde Ouattara : “La population ne veut pas d'un 3e mandat”

Il est probable que l'actuel président ivoirien Alassane Ouattara se présente pour un 3e mandat en 2020. Une probabilité qui n'enchante pas l'ex footballeur ivoirien Gadji Céli. Exilé en France depuis le 18 Avril 2011 quelques jours après l'arrestation de Laurent Gbagbo, Gadji Céli ne manque aucune occasion pour se prononcer sur la situation sociopolitique de son pays. Invité à une émission de la radio BBC, il s'est clairement opposé à un 3e mandat d'Alassane Ouattara en revenant sur l'affaire Laurent Gbagbo. “Si je n'étais pas convaincu qu'il était innocent, je n'aurais pas suivi ce mouvement parce que quand je suis le mouvement, je le suis au détriment de tout ce que j'ai créé, tout ce que j'ai pu réaliser dans ma vie. Toute ma carrière de footballeur, toutes mes réalisations sont à



l'eau après, si je perds ce combat. Je me mets du côté du perdant donc je risque gros. Je risque de perdre tout ce que j'ai. Mais ce que j'ai, est-ce que c'est plus important que la vie de l'Afrique ? Je ne pense pas”, a-t-il déclaré. Gadji Céli n'a pas hésité à porter un jugement sur la politique d'Alassane Ouattara par rapport à celle de Laurent Gbagbo. “J'estime que si la politique que le changement a apportée en Côte d'Ivoire était bonne, on ne serait pas à ce stade. Si la politique que le changement a apportée était bonne, je serais rentré. Si je suis resté hors de la Côte d'Ivoire, c'est parce que j'estime qu'elle n'allait pas être bonne et elle n'a pas été bonne”.

Un 3e mandat d' Alassane Ouattara?

Il est contre cette probabilité: le président ivoirien doit rendre le tablier en 2020. “Si les politiciens ont écrit que la Constitution permet un 3e mandat, c'est leur problème, mais c'est l'avis des populations qui m'intéresse. Ce n'est pas les postes des politiques”. a dit le chanteur. Gadji a terminé en disant : “Tant que la population ivoirienne ne veut pas, il ne faut pas le faire. On est président pour la population. On n'est pas président pour soi ou pour son entourage. Si la population ne veut pas, tu laisses tomber”, conseille Gadji Céli. Interrogé par nos confrères sur son retour à Abidjan, l'homme répond : “je vais retourner dans mon pays. Je ne peux pas évaluer le moment.”

Gabon : L'ex-Premier ministre Jean-François N'Toutoume Emane interpellé

La police judiciaire et le gouvernement n'ont pas communiqué sur les raisons de l'interpellation de l'ancien Premier ministre Jean-François N'Toutoume Emane. Devenu un des piliers de l'opposant Jean Ping, Jean-François N'Toutoume Emane a été entendu jeudi 8 août par la police judiciaire avant d'être relâché en milieu de soirée. L'ancien Premier ministre gabonais, Jean-François N'Toutoume Emane, 80 ans, a été interpellé jeudi au petit matin par des agents de la police judiciaire. Le Rassemblement des patriotes républicains (RPR), le parti de Jean-

François N'Toutoume Emane, dénonce les conditions d'arrestation de son président. « **Ils sont arrivés à 5h du matin à six voitures autour de son domicile armés jusqu'aux dents, affirme Clay Martial Obame, secrétaire général du RPR. Est-ce que c'est un voleur ? Est-ce que c'est un bandit ? Non.** »

La police judiciaire et le gouvernement n'ont pas communiqué sur les raisons de cette interpellation. Le RPR est convaincu que les déboires de son président ont forcément un lien avec la déclaration de la coalition de Jean Ping

lue vendredi dernier par Jean-François N'Toutoume Emane. « **On est convaincus que c'est à cause de la déclaration qu'il a faite, à savoir qu'il faudrait qu'on déclare la vacance de pouvoir et qu'Ali Bongo ne peut plus diriger ce pays** », explique Clay Martial Obame.

Ancienne éminence grise du parti au pouvoir, Jean-François N'Toutoume Emane est devenu l'un des principaux opposants à Ali Bongo. Il a été longuement entendu l'année dernière dans une affaire de détournement des biens publics destinés à la construction du plus grand marché de Libreville. Il serait aussi impliqué dans un scandale immobilier.

Il a été entendu toute la journée par la police judiciaire qui l'a relâché en milieu de soirée, jeudi. L'ex-Premier ministre d'Ali Bongo est invité à se présenter à nouveau lundi prochain à la police judiciaire.



Burkina Faso : L'angoisse des Ouagalais face aux possibles inondations de l'hiver



Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, sous les eaux, ici en 2009. Chaque saison hivernale, les habitants de Ouaga craignent les dégâts provoqués par les pluies.

Au Burkina Faso, la saison hivernale s'est déjà installée. Comme chaque année, c'est le début du cauchemar pour de nombreux habitants des quartiers périphériques et précaires de la capitale. Victimes d'inondations récurrentes, les

habitants ont décidé de se préparer, même s'ils s'avouent vaincus, en cas de fortes précipitations.

« **On cherche une solution pour que l'eau ne puisse pas passer rapidement** ».

Dans le quartier de Bissinghin, les habitants s'organisent pour prévenir de possibles inondations: écoutez leurs témoignages

Des sacs remplis de sable en guise de digue, des murs en pierre ou en briques, les habitants

de Bissinghin, quartier précaire à la périphérie ouest de Ouagadougou, tentent de barrer le passage aux eaux de pluie.

« **On achète de la terre... On se cotise entre voisins et puis on la met...** »

« **On fait avec les moyens du bord...on remplit des sacs. On essaie de barrer, barrer, devant les portes pour que l'eau ne puisse pas traverser et rentrer. C'est construit un peu en désordre, il n'y a pas de caniveaux...** »

Malgré leurs efforts, ces populations coutumières aux inondations ne se font pas d'illusions. Leurs boucliers céderont en cas de fortes pluies. Elles s'attendent toujours au pire.

« **S'il pleut fort, vraiment on va avoir de sérieux problèmes. Chaque année, on souffre comme ça** ».

« **Cela nous fait peur parce que, s'il pleut beaucoup, l'eau entrera dans les cours... ça peut aller jusqu'à l'écroulement des maisons. Des objets de grande valeur peuvent aussi être emportés, comme ça...** »

« **Dans le quartier où nous sommes, la plupart des maisons ne sont pas en dur et donc en cas de pluie... ce sont des inquiétudes, vraiment** ».

Ces habitants du quartier Bissinghin ont tout le regard tourné vers les autorités municipales de leur arrondissement.



Fédération Ivoirienne de Football (FIF) : Didier Drogba pourrait se porter candidat à la présidence

Didier Drogba réfléchit actuellement à une candidature à la tête de la Fédération Ivoirienne de Football. Reuters/Dylan Martinez

« **Si toutes les conditions sont réunies, pourquoi pas** », explique Didier Drogba lors d'un entretien accordé à l'émission Radio Foot Internationale ce vendredi 9 août. L'ancien joueur de Chelsea structure un projet avant de se lancer dans la course. L'élection du prochain président de la Fédération Ivoirienne de Football aura lieu en fin d'année.

Didier Drogba, retraité des terrains depuis l'an passé, pourrait-il être candidat à la prochaine élection du président de la Fédération Ivoirienne de Football (FIF) ? Interrogé par RFI, l'ancien joueur de Chelsea sait que son nom est cité dans les médias. L'élection devrait avoir lieu en fin d'année.

« Je connais bien le football ivoirien »

« **C'est quelque chose qui peut m'intéresser, car je connais bien le football ivoirien** », avance pour le moment l'ancien international. « **J'ai été en équipe nationale pendant plusieurs années et j'ai côtoyé beaucoup de dirigeants** », ajoute-t-il. S'il avoue encore hésiter, Didier Drogba, 41 ans, y réfléchit sérieusement. « **Si toutes les conditions sont réunies, pourquoi pas** », avance-t-il. La FIF est actuellement dirigée par Augustin Sidy Diallo, contesté par une majorité des dirigeants de clubs du pays.

Le champion d'Europe a « envie » d'apporter son expérience au football ivoirien et africain. Il pose un regard aiguisé sur la situation du ballon rond en Côte d'Ivoire. « **Nous avons**



vécu de belles années avec la génération précédente (titre de champion d'Afrique en 2015 en Guinée équatoriale, ndlr). Maintenant, même si nous avons de bons joueurs, il va falloir franchir un cap », lance Didier Drogba.

La Côte d'Ivoire avait été éliminée dès le premier tour lors de la CAN 2017 au Gabon (deux nuls et une défaite), et en quarts de finale lors de la CAN 2019 en Égypte face à l'Algérie aux tirs au but. En outre, les Éléphants n'ont pas participé au Mondial 2018 en Russie. « **Nous avons permis à la Côte d'Ivoire de participer à trois Coupes du monde d'affilée, et nous étions déçus de ne pas voir l'équipe lors de la dernière** », regrette-t-il.

« Il faut aider les clubs et les centres de formation »

Au-delà du travail à effectuer pour l'équipe A, Drogba avance : « **Il faut s'attacher à un projet de renaissance dans tous les secteurs et avoir notamment une vision pour la formation des jeunes.** » Il n'y a actuellement aucun Championnat de jeunes et féminin en Côte d'Ivoire. Didier Drogba insiste notamment sur les infrastructures pour faire émerger les nouvelles générations. La Côte d'Ivoire doit accueillir la CAN en 2023.

« **Il faut aider les clubs et les centres de formation à se développer et à se struc-**

turer comme en Europe ou en Amérique du Sud », précise celui qui a évolué en Europe, en Asie et aux États-Unis. « **J'ai pu voir ce qui était positif et ce qui l'était moins. C'est une expérience que je peux apporter en rassemblant plusieurs personnes autour du foot ivoirien** », argumente Didier Drogba qui pourrait dans un premier temps organiser des États généraux du foot ivoirien. « **Il pourrait en sortir beaucoup d'idées** », avance-t-il.

La situation actuelle au sein de la FIF est complexe. Un GX (regroupant des clubs et groupements d'intérêt membres actifs de la Fédération ivoirienne de football) combat actuellement le président en place. « **Si jamais je décide de me lancer et de me porter candidat, je ne viendrais pas pour prendre parti pour l'un ou pour l'autre, mais pour rassembler, précise Drogba. Il faut oublier les querelles personnelles, penser au pays et faire avancer le football ivoirien. On doit parler avant tout de développement.** »

Didier Drogba se verrait bien travailler avec d'autres anciens joueurs de l'équipe A qui ont eux aussi permis de faire briller la Côte d'Ivoire sur le continent et au-delà.

■ **Propos recueillis par Annie Gasnier**



Basket-ball : Assétou Diakité veut marcher sur les traces d'Hamechetou Maiga

Internationale malienne, Assétou Diakité est née le 25 février 1998 à Bamako. Elle mesure 1,93m et pèse 80 kg, elle joue au poste 5 (pivot). A 21 ans la jeune pivot a été formée au centre de Faso Kanu de 2009 à 2016. Elle joue sous les couleurs du Stade malien de Bamako depuis 2016.

Deux fois championne d'Afrique U16 et U18, elle a récemment remporté un autre trophée avec le Mali aux Jeux Africains sur la plage au Cap Vert en 3X3. Assétou a aussi participé à une coupe du monde U17 en 2014 et a joué en 2017, la coupe du monde U19 avec le Mali. Elle a tourné avec une performance moyenne de 9,6pts et 6,6rbd par match durant cette com-

pétition. En pleine préparation la capitaine des Blancs de Bamako (Stade malien), nous a accordé une interview, pour nous parler de sa toute première chez les A et de ses ambitions pour l'Afrobasket.

Vous êtes en préparation pour l'Afrobasket women Dakar 2019. Quel est l'état d'esprit du groupe ?

Assétou Diakité : Par la grâce de Dieu tout se passe bien et l'état d'esprit est au beau fixe. Il y a un bon esprit dans le groupe et on se sent en famille.

Vous êtes sélectionnée pour la campagne de Dakar. Quel est ton objectif avec le Mali ?

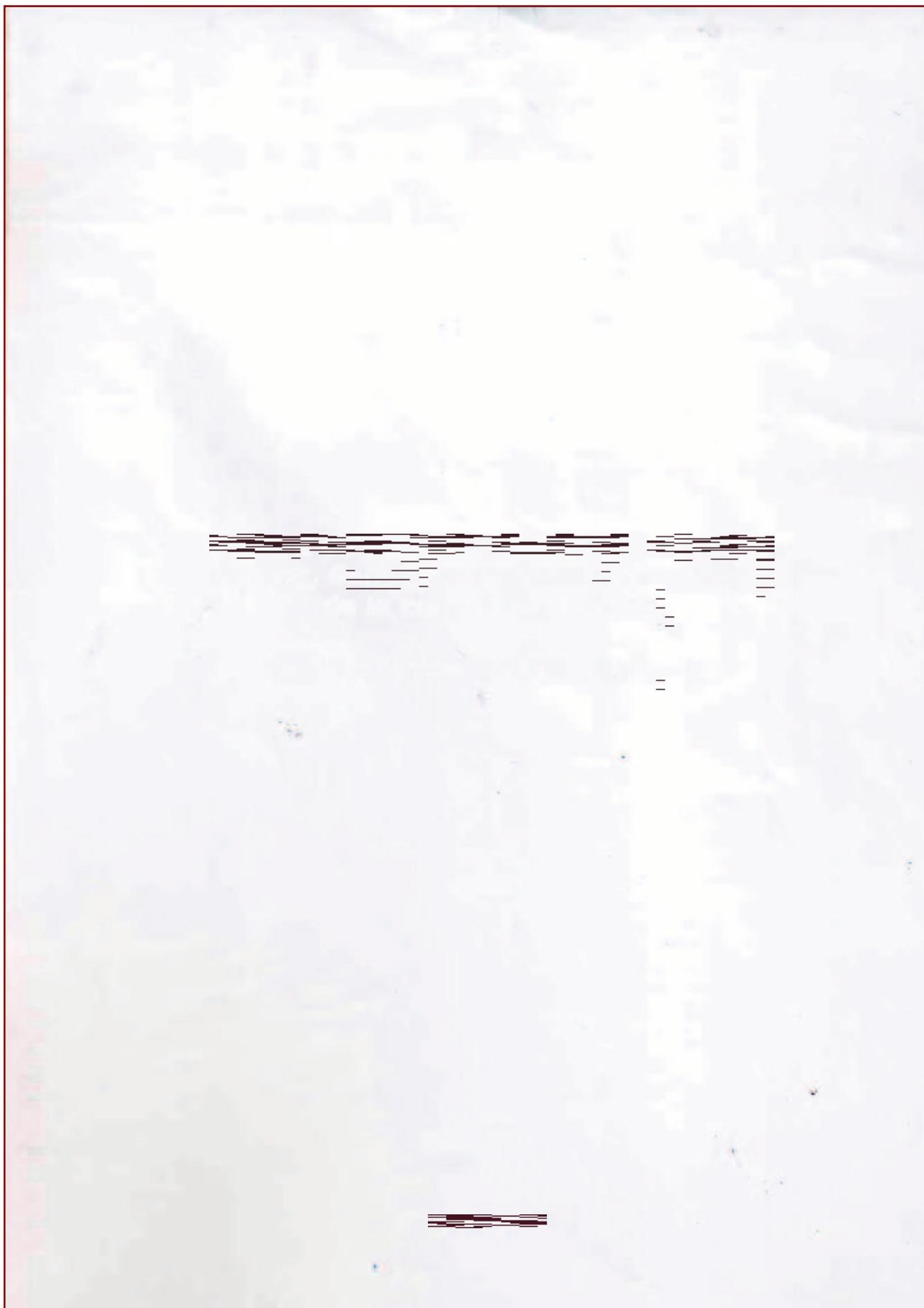
Assétou Diakité : Dans un premier temps, je

veux devenir comme Hamechetou Maiga, qui est une joueuses exceptionnelle dont le parcours m'a beaucoup impressionné. J'aimerais suivre ses traces. Pour la campagne de Dakar je ferai tout de mon possible avec mes coéquipières pour remporter le trophée afin de rééditer l'histoire comme en 2007. C'est un trophée majeur que je rêve de soulever dans ma carrière.

Pouvez-vous nous parler un peu de votre saison en club ?

Assétou Diakité : Le championnat s'est bien avec mon club, mais malheureusement on n'a pas réussi à aller en play-offs et remporté le trophée de champion. On sait contenter de la troisième place du championnat. Mais j'espère que la saison prochaine nous pourrions envisager le doublé (Coupe-Championnat).

■ **Propos recueilli par Amadou Kouyaté**



Nous, communautés Dafing, Samogo, Peulh, Dogon, Bozo de la commune de Baye du cercle de Bankass dans la région de Mopti-au Mali, ci-après dénommées les Parties,

Tenant compte des résultats des précédents efforts de réconciliation conduits par l'Etat, les autorités traditionnelles, religieuses et élues, des ressortissants de la localité et des personnes ressources au r

Conscientes que les tensions impliquant les membres de nos communautés respectives pourraient ne pas s'éteindre immédiatement avec la signature du présent Accord, mais nécessiteront un engagement constant de notre part pour

Réunies à Baye dans le cadre de la médiation entreprise depuis un mois par des _____
les, des ressortissants de la localité avec _____
du _____
Cen _____

Convenons de ce qui suit et nous engageons à mettre en œuvre, intégralement et de bonne foi, les dispositions du présent Accord en reconnaissant notre responsabilité première à cet égard :

Le sentiment de part et d'autre que la communauté voisine s'associe à des groupes armés pour se venger contre l'autre communauté ;
Le sentiment d'inégalité dans le traitement des communautés ;

Le sentiment de part et d'autre que la communauté voisine s'associe à des groupes armés pour se venger contre l'autre communauté ;
Le sentiment d'inégalité dans le traitement des communautés ;

Les Parties s'accordent à dire que le conflit intercommunautaire qui les dans la commune de Baye depuis une année à pour conséquences les suivants :

La mort de dizaines de personnes ;
Le déplacement de villages et hameaux ;

Des embargos sur les marchés ;
Des restrictions d'accès aux terres cultivables ;

les d'agression et de violence qui pourraient être commis par des membres de leur communauté ;
Contribuer à lever les embargos autour des villages, des foires, etc. ;
S'opposer au vol de bétail quel que soit la communauté du propriétaire ;
Restituer les biens volés et identifiés à leurs propriétaires ;
Faciliter le retour rapide des personnes déplacées dans les villages de la zone ;
Faciliter le bon déroulement des activités champêtre et d'élevage ;
Respecter et faire respecter les règles d'accès aux ressources pastorales ;

Exhorter les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurisation des personnes et de leurs biens dans la zone concernée et dans toute la région de Mopti ;
Appuyer les acteurs légitimes au niveau local pour trouver des solutions à l'amiable aux problèmes de cohabitation ;
Diffuser le présent Accord au niveau communautaire et rendre compte de sa mise en œuvre de manière régulière auprès des communautés.

Article 5 : Les Parties s'engagent de manière complémentaire à approcher les groupes armés présents dans la commune afin de générer leur soutien au présent Accord et à sa mise en œuvre.

6 : Les Parties demandent à l'Etat de soutenir leurs efforts de pacification ;
les Parties demandent :

L'assistance humanitaire proportionnelle aux besoins des communautés ;
Le déploiement des Forces de défense et de sécurité pour la sécurisation des personnes et de leurs biens ;
De contribuer à la durabilité de l'Accord ;
démarche de dialogue avec les acteurs ;

D'encourager les comportements de ses représentants pouvant contribuer au renforcement de la confiance entre lui et les populations ;
L'élargissement du processus de DDR en cours aux jeunes armés de la localité.

Les Parties conviennent de régler à l'amiable et par la négociation tout différend survenant entre elles, dans l'esprit de coopération et

Article 8 : Les Parties mettront tout en œuvre pour régler à l'amiable et par la négociation tout différend survenant entre elles, dans l'esprit de coopération et

Chapitre V

[Redacted text]

la



chef co

Représentant de la communauté Samogo



Massa DIENRE, Chef de village de Dien



du chef

la com



[Redacted text]

la communauté Bozo

[Redacted text]

[Redacted text]



Bélier (21 mars - 19 avril)

Mercur en Lion vous donne de bonnes idées pour organiser votre planning. Vous êtes scrupuleux et votre présence est appréciée par les collaborations, mais la jalousie et les rivalités ne sont pas endormies cependant. Ne confiez pas vos ambitions.

Vous avez calculé votre budget au plus près, mais les tentations actuelles sont grandes, car elles proviennent des frustrations. Vous pourriez avoir envie d'acquérir du mobilier pour rénover l'intérieur. La vie est pleine de changements un peu coûteux.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, Uranus vous donne un petit coup de pouce dans votre vie professionnelle. Vous voyez enfin le bout du tunnel. Un changement de situation s'amorce lentement, mais sûrement. Vous osez enfin prendre des risques. Vous vous surpassez.

La journée est quelque peu incertaine, la faute à un manque de régularité au niveau des rentrées d'argent. Si vous avez commis des écarts, il est sûrement trop tard pour revenir en arrière. Ne regrettez pas, vous ferez attention la prochaine fois.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vos missions demandent un travail en duo avec un collaborateur. Pensez aussi à vous préserver de collègues ambitieux qui parlent sur le dos des autres. L'ambiance est toxique, gardez vos distances. Pensez à faire des pauses et à garder vos distances.

L'argent est fait pour être dépensé. C'est avec cette philosophie de vie que vous faites plaisir ou offrez des petites attentions à vos proches. Les achats peuvent être nombreux. La somme peut amputer sur la trésorerie destinée aux paiements obligatoires.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous vous montrerez beaucoup plus bavard que d'habitude, sans doute pour extérioriser une nervosité qui vous empêche de vous concentrer sereinement. Des risques d'erreur ne sont pas à écarter. Soyez plus vigilant.

Côté finances, Mercure vient vous recommander la prudence. Les rentrées d'argent sont bien présentes, mais une dépense imprévue ou mal calculée pourrait créer un déséquilibre si vous n'y prenez pas garde.



Lion (22 juillet - 23 août)

Des coopérations avec des collègues apportent des informations instructives pour la suite de votre parcours professionnel. Un emballement peut surgir face à cette nouveauté et expérience à venir dans votre carrière. La confiance en vous revient vous motiver.

Jupiter en Sagittaire vous protège contre des difficultés importantes. La stabilité matérielle vous donne une forme d'assurance et vous pouvez faire des projets de dépenses assez importants. Les articles dédiés aux enfants peuvent faire partie de vos frais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre talon d'Achille ? Votre grande sensibilité. Vous fonctionnez avec les sentiments, mais dans le monde professionnel dans lequel vous évoluez, sentiments et affaires ne font pas bon ménage. Endurcissez-vous afin de ne plus vous laisser bernier.

Vous pourriez essayer d'anticiper vos charges, notamment celles de la maison, mais ce n'est pas gagné d'avance. Des nouvelles dépenses sont sûrement à prévoir, vous ne prenez pas de risques, vos comptes sont minutieusement suivis à la loupe.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

De la contrariété et des rivalités se font sentir. Vous espérez finir une activité amorcée depuis longtemps et qui mobilisait beaucoup d'énergie. Il est conseillé d'écouter les conseils reçus, même si vous ne supportez pas l'attitude de vos chefs.

Les frais sont importants et ils peuvent se destiner à des achats inévitables. Les charges et quelques achats compulsifs sont les principaux frais qui arrivent. Votre revenu peut fondre plus vite que prévu et cela a la possibilité de vous stresser.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Veillez à bien comprendre les consignes ou à bien lire les modes d'emploi si vous utilisez de nouvelles machines. Il est possible que le manque de clarté ou de concentration vous entraîne vers un problème indésirable !

Il serait plus prudent de ne tenter aucune opération financière aujourd'hui, la configuration astrale ne plaide pas en faveur d'un résultat satisfaisant. Patientez, la voûte céleste change et une période plus favorable viendra.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La Lune en Verseau vous rend zen et dans votre service, vous tolérez les humeurs difficiles de vos collègues. C'est encore l'incertitude qui règne dans votre vie professionnelle. L'évolution nécessite une formation ou l'apprentissage d'une langue étrangère.

Votre créativité pourrait vous faire gagner des économies. Mais vous aimez les belles choses et pourriez craquer pour des articles qui ne sont pas dans votre budget habituel. Heureusement vous fantasmez beaucoup sur des produits au lieu de les acheter.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous analysez la situation avec justesse, vous placez vos pions avec intelligence. Vous vous méfiez de vos collaborateurs, vous n'accordez pas votre confiance facilement. Vous préférez travailler en solitaire, trouver votre équilibre n'est pas aisé.

Un travail pourrait vous rapporter beaucoup plus d'argent si vous y mettiez beaucoup plus de volonté. Tentez donc d'imposer vos idées et votre style, cela pourrait vous permettre de faire grossir vos revenus sans vous mettre forcément en danger.



Verseau (20 janvier - 19 février)

L'activité professionnelle bat son plein et vous travaillez d'arrache-pied sur un projet qui mobilise une attention particulière. De la concentration est demandée et vous pouvez fournir plus que les autres. La hiérarchie attend une réactivité de votre part.

Si vous faites des frais, il y a un risque qu'ils soient plus élevés que prévu. Vous appréciez de dépenser pour le plaisir ou créer une surprise à vos proches. Vous pensez que l'argent est fait pour être dépensé et n'êtes pas inquiet malgré ces dépenses.



Poisson (19 février - 21 mars)

Saturne vous aide à faire face à la dissonance de Jupiter qui signale un manque d'organisation. Vous réagirez aussitôt en prenant les bonnes décisions et en réorganisant votre planning. Vous vous montrerez nettement plus rigoureux ! S'il existe bien un domaine où il vaut mieux avoir les pieds sur terre plutôt que la tête dans les nuages, c'est celui des finances ! Ce n'est pas le bon moment pour rêver et faire des plans sur la comète. Regardez la réalité en face et soyez vigilant !

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous